

plique, la nécessité de tenir compte des réalités sous-tendant l'actuelle course aux armements devient plus pressante.

Même si aucune épée n'est changée en soc à la suite de la session extraordinaire des Nations Unies, les débats à l'échelle internationale sur des questions extrêmement délicates et compliquées peuvent sans doute accomplir davantage que ne le pensent les pessimistes. Dans la mesure où le lien

vital et souvent contradictoire entre paix et sécurité sera reconnu et placé au centre des futures délibérations, la session extraordinaire, en tant que premier pas dans cette direction, aura apporté une contribution considérable. Saint Augustin a exposé le problème il y a environ 15 siècles. La session extraordinaire des Nations Unies consacrée au désarmement montre que ce problème doit être résolu avant que puisse se réaliser la prophétie d'Isaïe.

gne ont donné certaines assurances conditionnelles qu'ils n'utiliseraient pas d'armes nucléaires contre des pays n'ayant pas l'arme nucléaire. Biens qu'elles soient considérées comme insuffisantes et trop qualifiées par les pays non nucléaires, ces assurances indiquent tout de même que les puissances nucléaires prennent au moins conscience de la nécessité de fournir certaines garanties aux États qui décident de renoncer à l'acquisition d'armes nucléaires. L'Union soviétique a également fait un pas en avant en annonçant par la voix de M. Brejnev, le 25 avril, qu'elle n'utiliserait jamais d'armes nucléaires, sauf en cas d'agression contre elle ou ses alliés par une autre puissance nucléaire. Cet engagement est un peu moins restreint que celui des États-Unis qui se sont seulement engagés à ne pas utiliser d'armes nucléaires, sauf en cas d'agression contre eux ou leurs alliés par un autre État, qu'il possède des armes nucléaires ou non.

Diagnostic et prescriptions

(Suite de la page 7)

coprésidence des deux superpuissances, dénoncée comme étant une mainmise des Américains et des Soviétiques sur les travaux du CCD, a été remplacée par un roulement mensuel de la présidence, comme c'est le cas au Conseil de sécurité; le nouveau comité sera ouvert aux 31 membres actuels du CCD, auxquels s'ajouteront six à huit nouveaux membres, dont la Chine; il a été convenu qu'à l'instar du CCD, le nouveau comité prendrait ses décisions par consensus plutôt que par vote.

Il a été également décidé du rôle de deux corps délibérants, chacun comptant tous les membres des Nations Unies: la Première commission de l'Assemblée générale, qui effectue chaque année l'examen et l'évaluation des travaux sur le désarmement, traitera exclusivement du désarmement; la Commission du désarmement, qui se réunira entre les sessions de l'Assemblée générale, permettra aux pays qui ne sont pas membres du comité de négociation de participer aux discussions sur le désarmement. La Commission prendra la suite des travaux de la session extraordinaire et fera des recommandations sur un programme global de désarmement. De la sorte, les problèmes du désarmement seront étudiés sans interruption pendant toute l'année.

Absentes des travaux sur le désarmement depuis 20 ans, la France a fait part de son désir de se joindre aux négociations. La Chine elle-même, qui s'était toujours auparavant bornée à des critiques de commande des deux superpuissan-

ces, et en particulier de l'Union soviétique, a pris une part active aux délibérations et a laissé entendre qu'elle pourrait bientôt participer elle aussi aux négociations. Ces deux pays ont toutefois annoncé clairement leur intention de poursuivre leurs essais nucléaires et de renforcer leurs arsenaux nucléaires afin de réduire l'écart entre elles et les superpuissances. De ce fait, il se peut, comme l'ont souligné en privé certains observateurs, que la participation de la France ne retarde les négociations de deux ou trois ans, et celle de la Chine de cinq à dix ans. Mais il est de toute évidence nécessaire de faire participer toutes les puissances nucléaires aux efforts de désarmement, et plus tôt elles y participeront, plus tôt le monde pourra délaissier les initiatives morcelées et limitées qu'il pratique actuellement au profit d'une approche compréhensive du fond des problèmes.

Le simple fait de tenir la conférence et la nécessité de s'y préparer ont incité les gouvernements à se pencher plus sérieusement sur les problèmes et à mettre de l'avant de nouvelles solutions et certaines mesures limitées mais importantes. L'Union soviétique et la France, par exemple, ont pu annoncer qu'elles avaient signé les protocoles du Traité de Tlatelolco, et l'Argentine qu'elle ratifiait le Traité, posant ainsi des jalons importants vers la pleine réalisation des objectifs du Traité, donnant une nouvelle impulsion à l'idée de zones dénucléarisées et confirmant le cadre juridique de l'approche régionale à la non-prolifération.

En outre, venant renforcer l'idée de non-prolifération, l'URSS, les États-Unis et la Grande-Breta-

Prise de conscience accrue

La session a permis également de prendre davantage conscience de la menace grandissante que représentent pour la survie de l'humanité les arsenaux toujours plus importants et le perfectionnement toujours plus poussé des armements. Elle a contribué également à sensibiliser le monde entier à la nécessité d'améliorer considérablement la situation des pays en voie de développement et au lien inévitable entre le désarmement et le développement ainsi qu'entre le désarmement et la sécurité internationale.

Une plus grande importance a été donnée au rôle des Nations Unies, ainsi qu'à l'expansion des programmes d'information et d'éducation. Il a été décidé de créer un comité consultatif pour aider le secrétaire général dans les études sur le désarmement, de donner un rôle plus important aux organisations non-gouvernementales et de renforcer le Centre des Nations Unies pour le désarmement.

Le Programme d'action a été moins global et moins précis que beaucoup de délégations ne l'auraient voulu et ce, en raison de l'impossibilité de surmonter de profondes divergences de vues. La Déclaration a souligné cependant